Sable coquiller en baie de Lannion : Arnaud Montebourg demande des expertises

Qu'est-ce qui a amené le ministre du redressement productif à demander ces enquêtes complémentaires ?

Le projet rassemble contre lui une bonne trentaine d'associations, réunies au sein du Peuple des Dunes, ainsi que l'ensemble des pêcheurs de la Baie, les communes de Lannion Trégor Agglomération, mais aussi Plougasnou, Saint Jean, Locquirec, Guimaec. La mobilisation d'un grand nombre d'élus, et tout particulièrement de Corine Erhel députée de la circonscription, qui ferraille contre le projet a également été déterminante. C'est ainsi qu'Arnaud Montebourg a organisé une réunion de concertation à Bercy le 27 août dernier entre les représentants de la CAN, du Conseil Régional, des comités départementaux de la pêche, de Corinne Erhel, de Yannick Botrel, sénateur des Côtes d'Armor, de Yannick Le Jeune président de Lannion Trégor Agglomération, et de deux membres du collectif du Peuple des Dunes. Le ministre apprend au cours de la conversation qu'il y a eu des études qui ne nous ont pas été communiquées. Il demande alors que les opposants aux projets aient accès à ces études. Nous avons ensuite eu une deuxième rencontre, le 29 octobre, en marge de la réunion sur la crise bretonne. C'est à l'issue de cette réunion qu'Arnaud Montebourg a demandé deux enquêtes complémentaires. *« Dans ce dossier, a dit le ministre, il n'y a pas eu de concertation, et on le déplore »*

Arnaud Montebourg a demandé le 29 octobre dernier deux enquêtes aux services de l'Etat. Quelles sont-elles ?

Il s'agit d'une part d'une étude sur les lançons présents dans la dune hydraulique que la CAN entend exploiter, et qui sont

essentiels pour la pêche. Les bars et les lieux, entre autre, sont très friands de ces petits poissons, qui constituent un maillon important de leur chaîne alimentaire. Les pêcheurs professionnels estiment passer 50 % de leur temps sur cette zone de pêche particulièrement attractive, y compris pour les pêcheurs plaisanciers. La réalisation d'une telle étude peut prendre du temps. Parce qu'il faudra plonger à différents moments, avec des marées et des conditions météo différentes. L'autre étude demandée effectuera un état des lieux des gisements terrestres et marins du périmètre concerné. Ce que nous demandons depuis le début à la CAN. Mais la CAN nous répondait qu'elle ferait l'étude une fois l'extraction commencée ! Or, le rapport du commissaire enquêteur posait déjà comme préalable à l'octroi de la licence minière la mise en place d'un état des lieux conforme au protocole conseillé par l'Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer : l'Ifremer estime que cette étude devrait mobiliser deux chercheurs sur trois ans.

A lire nos articles précédents

[Extraction de sable en baie de Lannion : la politique de la CAN ou de l'autruche ?](#)

[Extraction de sable "conséquences indéniables sur l'environnement"](#)

[Extraction de sable "l'équivalent de 4 pyramides de Khéops" !](#)

[Extraction de sable marin: tant que ça rapporte, la biodiversité, à la porte !](#)

[Sauvegarde du Trégor : « Pas une pincée de sable ne nous sera volée ! »](#)

[Un projet d'extraction de 200 000 mètres cubes de sable](#)

[Extraction de sable coquillier : « Un mépris des élus et des citoyens ! »](#)

Sable coquiller en baie de Lannion : Arnaud Montebourg demande des expertises

Qu'est-ce qui a amené le ministre du redressement productif à demander ces enquêtes complémentaires ?

Le projet rassemble contre lui une bonne trentaine d'associations, réunies au sein du Peuple des Dunes, ainsi que l'ensemble des pêcheurs de la Baie, les communes de Lannion Trégor Agglomération, mais aussi Plougasnou, Saint Jean, Locquirec, Guimaec. La mobilisation d'un grand nombre d'élus, et tout particulièrement de Corine Erhel députée de la circonscription, qui ferraille contre le projet a également été déterminante. C'est ainsi qu'Arnaud Montebourg a organisé une réunion de concertation à Bercy le 27 août dernier entre les représentants de la CAN, du Conseil Régional, des comités départementaux de la pêche, de Corinne Erhel, de Yannick Botrel, sénateur des Côtes d'Armor, de Yannick Le Jeune président de Lannion Trégor Agglomération, et de deux membres du collectif du Peuple des Dunes. Le ministre apprend au cours de la conversation qu'il y a eu des études qui ne nous ont pas été communiquées. Il demande alors que les opposants aux projets aient accès à ces études. Nous avons ensuite eu une deuxième rencontre, le 29 octobre, en marge de la réunion sur la crise bretonne. C'est à l'issue de cette réunion qu'Arnaud Montebourg a demandé deux enquêtes complémentaires. « *Dans ce dossier, a dit le ministre, il n'y a pas eu de concertation, et on le déplore* »

Arnaud Montebourg a demandé le 29 octobre dernier deux enquêtes aux services de l'Etat. Quelles sont-elles ?

Il s'agit d'une part d'une étude sur les lançons présents dans la dune hydraulique que la CAN entend exploiter, et qui sont essentiels pour la pêche. Les bars et les lieux, entre autre, sont très friands de ces petits poissons, qui constituent un maillon important de leur chaîne alimentaire. Les pêcheurs professionnels estiment passer 50 % de leur temps sur cette zone de pêche particulièrement attractive, y compris pour les pêcheurs plaisanciers. La réalisation d'une telle étude peut prendre du temps. Parce qu'il faudra plonger à différents moments, avec des marées et des conditions météo différentes. L'autre étude demandée effectuera un état des lieux des gisements terrestres et marins du périmètre concerné. Ce que nous demandons depuis le début à la CAN. Mais la CAN nous répondait qu'elle ferait l'étude une fois l'extraction commencée ! Or, le rapport du commissaire enquêteur posait déjà comme préalable à l'octroi de la licence minière la mise en place d'un état des lieux conforme au protocole conseillé par l'Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer : l'Ifremer estime que cette étude devrait mobiliser deux chercheurs sur trois ans.

A lire nos articles précédents

[Extraction de sable en baie de Lannion : la politique de la CAN ou de l'autruche ?](#)

[Extraction de sable "conséquences indéniables sur l'environnement"](#)

[Extraction de sable "l'équivalent de 4 pyramides de Khéops" !](#)

[Extraction de sable marin: tant que ça rapporte, la biodiversité, à la porte !](#)

[Sauvegarde du Trégor : « Pas une pincée de sable ne nous sera volée ! »](#)

[Un projet d'extraction de 200 000 mètres cubes de sable](#)

[Extraction de sable coquillier : « Un mépris des élus et des citoyens ! »](#)

Sable coquiller en baie de Lannion : Arnaud Montebourg demande des expertises

Qu'est-ce qui a amené le ministre du redressement productif à demander ces enquêtes complémentaires ?

Le projet rassemble contre lui une bonne trentaine d'associations, réunies au sein du Peuple des Dunes, ainsi que l'ensemble des pêcheurs de la Baie, les communes de Lannion Trégor Agglomération, mais aussi Plougasnou, Saint Jean, Locquirec, Guimaec. La mobilisation d'un grand nombre d'élus, et tout particulièrement de Corine Erhel députée de la circonscription, qui ferraille contre le projet a également été déterminante. C'est ainsi qu'Arnaud Montebourg a organisé une réunion de concertation à Bercy le 27 août dernier entre les représentants de la CAN, du Conseil Régional, des comités départementaux de la pêche, de Corinne Erhel, de Yannick Botrel, sénateur des Côtes d'Armor, de Yannick Le Jeune président de Lannion Trégor Agglomération, et de deux membres du collectif du Peuple des Dunes. Le ministre apprend au cours de la conversation qu'il y a eu des études qui ne nous ont pas été communiquées. Il demande alors que les opposants aux projets aient accès à ces études. Nous avons ensuite eu une deuxième rencontre, le 29 octobre, en marge de la réunion sur la crise bretonne. C'est à l'issue de cette réunion qu'Arnaud Montebourg a demandé deux enquêtes complémentaires. « *Dans ce dossier, a dit le ministre, il n'y a pas eu de concertation, et on le déplore* »

Arnaud Montebourg a demandé le 29 octobre dernier deux enquêtes aux services de l'Etat. Quelles sont-elles ?

Il s'agit d'une part d'une étude sur les lançons présents dans la dune hydraulique que la CAN entend exploiter, et qui sont essentiels pour la pêche. Les bars et les lieux, entre autre, sont très friands de ces petits poissons, qui constituent un maillon important de leur chaîne alimentaire. Les pêcheurs professionnels estiment passer 50 % de leur temps sur cette zone de pêche particulièrement attractive, y compris pour les pêcheurs plaisanciers. La réalisation d'une telle étude peut prendre du temps. Parce qu'il faudra plonger à différents moments, avec des marées et des conditions météo différentes. L'autre étude demandée effectuera un état des lieux des gisements terrestres et marins du périmètre concerné. Ce que nous demandons depuis le début à la CAN. Mais la CAN nous répondait qu'elle ferait l'étude une fois l'extraction commencée ! Or, le rapport du commissaire enquêteur posait déjà comme préalable à l'octroi de la licence minière la mise en place d'un état des lieux conforme au protocole conseillé par l'Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer : l'Ifremer estime que cette étude devrait mobiliser deux chercheurs sur trois ans.

A lire nos articles précédents

[Extraction de sable en baie de Lannion : la politique de la CAN ou de l'autruche ?](#)

[Extraction de sable "conséquences indéniables sur l'environnement"](#)

[Extraction de sable "l'équivalent de 4 pyramides de Khéops" !](#)

[Extraction de sable marin: tant que ça rapporte, la biodiversité, à la porte !](#)

[Sauvegarde du Trégor : « Pas une pincée de sable ne nous sera volée ! »](#)

[Un projet d'extraction de 200 000 mètres cubes de sable](#)

[Extraction de sable coquillier : « Un mépris des élus et des citoyens ! »](#)

Extraction de sable « conséquences indéniables sur l'environnement »

Suite à l'interdiction d'exploiter le maërl – ce substrat constitué notamment de débris d'algues marines riches en calcaire qui se forme le long des côtes bretonnes – à l'horizon 2011, la Compagnie armoricaine de navigation (Can), basée à Pontrieux, a demandé l'obtention d'un titre minier. Son objectif : pouvoir disposer d'une autre ressource de distribution, le sable calcaire ou sable coquillier, au niveau de la zone rebaptisée la « Pointe d'Armor », dans la baie de Lannion. Le site a été choisi pour l'importance de la ressource qui s'y trouve – 186 000 m³ de ce sable, selon Bernard Lenoir, le directeur foncier de la compagnie – et pour son éloignement de 5 km minimum des côtes. La demande d'extraction déposée par la Can porte sur un périmètre de 4 km², pour une durée de 20 ans et un volume maximum de 400 000 m³ par an. « *L'extraction n'aurait aucune conséquence sur le trait de côte* », affirme Bernard Lenoir, s'appuyant ainsi sur les propos d'Odile Guérin, géologue et élue chargée du développement durable à la mairie de Trébeurden. En effet, « *les conséquences directes sur les côtes devraient être mineures, étant donné la profondeur de l'extraction et l'éloignement des côtes* », confirme celle-ci. Cela ne signifie pourtant pas que les conséquences sur l'environnement seraient nulles. Au contraire, Odile Guérin estime même qu'elles devraient être « catastrophiques », au plan biologique et halieutique. Pas de quoi corroborer les propos de la Can...

« Pas question de passer en force »

Au moment de l'étude d'impact, la Can avait demandé au Comité des pêches de Paimpol de réaliser l'inventaire de la ressource halieutique dans la zone convoitée (lire « [Un mauvais coup pour la pêche](#) ». Suite à cette étude, le Comité des pêches s'est prononcé défavorable au projet. « *Nous avons reçu une opposition ferme des pêcheurs sur le dossier* », précise Bernard Lenoir, selon qui la ressource aurait été « surévaluée » par ces derniers. « *Nous voulons déterminer les principales contraintes des uns et des autres et exercer notre activité de manière à embêter le moins possible les pêcheurs* », affirme-t-il. Le nouveau projet de la Can ? « *Etablir un partenariat avec un laboratoire de recherche breton et confier deux sujets de thèse à des étudiants, l'un portant sur l'inventaire et l'amélioration des connaissances halieutiques, l'autre sur les conditions de vie et de reproduction du lançon* » – ce poisson qui vit dans le sable coquillier et constitue la base alimentaire du bar. « *Il n'est pas question de passer en force* », rassure Bernard Lenoir.

Des conséquences sur le plancton

Suite à l'étude réalisée par le cabinet Astérie, à Brest et le cabinet d'experts Safège, pour le compte de la Can, l'impact au plan géologique et biologique serait « limité » sur la zone, compte tenu de la profondeur de l'exploitation (entre 30 et 40 mètres). « *Selon la règle préconisée par l'Ifremer, un bilan sera réalisé tous les cinq ans pour étudier l'importance du creusement et les conséquences de la déposition des particules*, précise Bernard Lenoir. *Cela pourrait aboutir à l'évolution des conditions d'exploitation.* » Pourtant, plusieurs scientifiques ont déjà pointé du doigt les conséquences biologiques d'un tel projet (lire « Yves Lebahy : « [Des conséquences énormes](#) »). Odile Guérin se dit quant à elle clairement « opposée » à la façon dont la Can souhaite extraire le sable. « *C'est un sable très fin, dont les particules vont mettre beaucoup de temps à retomber* »

, précise-t-elle. Le problème étant qu'une telle extraction crée des nuages de turbidité – c'est-à-dire des nuages troubles où se déplacent des particules en suspension – très nocifs pour le zooplancton.

Des solutions alternatives ?

Bernard Lenoir ne nie pas les conséquences de l'extraction sur la faune. « *L'impact environnemental sur la zone elle-même est incontestable* », souligne-t-il, avant d'avancer l'argument agricole. « *Il ne faut pas oublier que le sable calcaire est utilisé comme élément de fabrication d'amendement agricole et à l'état brut par certains agriculteurs. Ces amendements sont donc constitués d'une bonne part de produit naturel : le sable. Quand on parle d'impact environnemental, il ne faut donc pas se limiter aux seuls impacts de l'extraction.* » Selon le directeur foncier de la Can, se passer de ce gisement signifierait aller chercher le calcaire dans des carrières hors de la Bretagne, ce qui reviendrait à transporter la ressource en camion – une solution guère beaucoup plus écologique. Faudrait-il alors accepter le moins mauvais compromis ?

Odile Guérin estime qu'il existe pourtant des solutions alternatives pour trouver ce calcaire qui devrait nourrir les terres bretonnes, en particulier légumières. « *Les besoins ne s'élèvent pas à 400 000 m³ par an, soutient-elle. Si on se limite aux terres légumières, nous n'avons pas besoin de ce volume. Et puis, il existe des possibilités de substitution de ce sable. J'ai proposé trois solutions pour trouver du carbonate de calcium : le ramassage de la crépidule, ce coquillage invasif qui prolifère sur les côtes bretonnes et qui contient du carbonate de calcium ; le tri et le broyage des coquilles de coquillages sur les communes littorales ; ainsi que le sédiment du Mont-Saint-Michel.* » Preuve qu'il existe peut-être des solutions plus « durables » que la destruction partielle d'un site pour trouver le calcaire nécessaire à nos agriculteurs...

Carte d'identité de la Can

Entreprise implantée à Pontrieux, la Compagnie armoricaine de navigation appartient au groupe Roullier. Elle emploie une trentaine de salariés, dont la plupart sont marins sur les bateaux.

Sauvegarde du Trégor : « Pas une pincée de sable ne nous sera volée ! »

Porz ar Viliec, à Locquirec, début janvier, est une belle plage affleurée par de nombreux rochers. « Porz ar Viliec, « l'abri aux galets », en breton, était pleine de galets quand j'étais petit, se souvient Jean-Marie Le Lay, le président de Sauvegarde du Trégor. Cette plage connaît un désensablement naturel cyclique : chaque hiver, les rochers refont surface. Ce lieu est aussi un spot de surf très fréquenté. »

Un système fermé

Au loin, on aperçoit la pointe de Trébeurden et l'Ile Milliau. « C'est là, un peu à l'ouest de l'Ile Milliau, que le projet d'extraction doit avoir lieu. Ce n'est pas loin non plus de l'île Molène, qui connaît déjà un problème de désensablement. Dans cet ensemble fermé qu'est ce type de baie, échangeant très peu avec le large, toute extraction est du sable perdu, non compensé par un apport extérieur. Voilà comment on fragilisera le littoral au moment même où il est le plus

menacé par l'élévation du niveau de la mer, consécutif au réchauffement climatique. On est loin de Copenhague ! », lance un Jean-Marie Le Lay en colère.

Le militant sort un petit ouvrage écrit par lui il y a de nombreuses années. « *Je l'avais déjà expliqué là : c'est très simple. Quand on creuse du sable, le trou formé est peu à peu comblé. Mais cette reconstitution se fait au détriment de la dune. On peut le voir à Locquémeau : en extrayant du sable, les ancêtres de la Can ont détruit le littoral. Cette pratique a été fortement limitée dans les années 1980.* »

Une législation plus ferme

L'association a quelques raisons supplémentaires de se méfier de la Compagnie armoricaine de navigation (Can), avec qui elle a déjà eu affaire. « *La Can extrayait du sable dans le gisement de Beg an Fry, au large de Saint-Jean-du-Doigt (29), sans autorisation. La plage de Saint-Jean-du-Doigt était devenue un vrai champ de cailloux. En 2006, on a saisi le tribunal administratif. Ils ont été condamnés. Car la législation a changé. Depuis 1997, il faut disposer d'un titre minier pour pouvoir exploiter le sable en mer.* »

Actuellement, la compagnie exploite un gisement dans la baie de Morlaix, aux Duons, bénéficiant d'une autorisation provisoire d'une durée de deux ans accordée par le préfet. Une demande dans les règles a été effectuée par la Can pour une extraction durable. « *Mais cette zone est classée Natura 2000, explique Jean-Marie Le Lay. Ils risquent de se heurter à la législation. L'autorisation de prélèvement sera difficile à obtenir, c'est pourquoi ils se rabattent sur la baie de Lannion* », estime le président, déjà prêt pour le champ de bataille.

Un projet d'extraction de 200 000 mètres cubes de sable

La compagnie en question est la Compagnie armoricaine de navigation (Can), basée à Quemper-Guézennec, près de Pontrieux (22). Cette société, qui appartient au groupe malouin Roullier, emploie 90 personnes. Jusque-là, elle exploitait des gisements de sable à Morlaix et Saint-Brieuc. Mais ces concessions arrivant à échéance, l'entreprise cherche un autre gisement à exploiter dans les années à venir.

La zone convoitée par la compagnie se situe à 1,5 km des côtes de Trébeurden, dans la zone finistérienne (au large de Locquirec), à l'ouest du Plateau du Crapaud, sur une dune sableuse de 15 km². La zone d'extraction délimitée par la Can mesure 4 km². Elle est située entre deux zones Natura 2000. La

Can demande la permission d'extraire 400 000 m³ par an pendant 20 ans – et ce en tablant sur 200 000 m³. La ressource convoitée est du sable coquiller, un sable très calcaire utilisé comme sédiment pour alimenter la production de fertilisants agricoles.

Le début d'une longue procédure

La demande de titre minier et d'autorisation d'ouverture des travaux a été déposée par la Can fin décembre. L'instruction du dossier va durer environ deux ans. L'enquête publique est réalisée par la Direction régionale de l'industrie, la recherche et l'environnement (Drire) de Bretagne, puis soumise à l'avis du préfet. Ensuite, une mise en concurrence aura lieu sur les marchés publics.

Pour instruire le dossier, une étude d'impact a été réalisée par une société. Mais la Can a demandé à ce que l'étude d'impact sur la pêche soit réalisée par le [Comité des pêches de Paimpol](#), et en particulier par Laure Robigo, ingénieure halieute. Cette demande a semé la confusion chez les pêcheurs du Trégor-Goëlo, accusant leur président d'être à la fois «

juge et parti » dans cette affaire, puisque le Comité a été rémunéré pour cette étude. Finalement, suite à la lecture de ce bilan, les membres du Comité des pêches ont rendu un nouvel avis vendredi dernier : à l'unanimité, il se sont opposés à ce projet. Tout comme les associations locales de protection de l'environnement.

A noter que, malgré notre demande insistante, la Can n'a pas souhaité s'exprimer à ce sujet.